

LE PREMIER MAI A BAMAKO...

MESSAGE AUX TRAVAILLEURS DU CHEF DE L'ETAT

Fiers de leurs réalisations et plus que jamais satisfaits des conditions créées par le CMLN et le gouvernement, les travailleurs du Mali ont célébré hier avec honneur et dignité, la journée internationale de lutte et de solidarité des travailleurs — Bamako a revêtu hier son plus beau jour de fête.

L'arrivée de l'indépendance, pavée aux couleurs nationales, avait connu dès les premières heures de la matinée, un déferlement monstre des foules qui s'élevaient impeccablement des deux côtés du boulevard.

L'arrivée du chef de l'Etat à 9 heures fut saluée par des tonnerres d'applaudissements et de nombreux vivats à l'adresse du CMLN et de notre armée nationale. Le lieutenant Moussa Traoré, président du CMLN, chef de l'Etat fut accueilli par Messieurs Boubakar Diallo et Bougouri Diarra, respectivement ministre du travail et président du CCP de l'UNT-M, ainsi que par le commandant Sidi Diakité, chef du protocole.

Après avoir salué les couleurs maliennes au son de l'hymne nationale exécuté par la fanfare de la garde républicaine, le chef de l'Etat, qu'accompagnait le lieutenant Filifing Sissoko, membre et secrétaire permanent du CMLN, prit place à la grande tribune officielle où l'avaient déjà devancé les membres du CMLN, du gouvernement, du corps diplomatique, les hauts-fonctionnaires de l'Etat et plusieurs invités.

Quelques instants après a débuté le gigantesque et majestueux défilé, sérieusement étoffé par tous les travailleurs de la capitale. Les slogans tels que : « Vive l'Armée Nationale ; pour un syndicalisme révolutionnaire et indépendant ; « Vive l'Internationalisme prolétarien — Oui pour

un redressement économique au profit des masses laborieuses traduisaient avec éloquence la quasi maturité de nos travailleurs et leur solidarité avec tous les peuples du monde.

A la veille du 1^{er} mai 1970, le chef de l'Etat, le lieutenant Moussa Traoré, président du CMLN a lancé un vibrant appel à la clairvoyance et au sens de responsabilité des travailleurs. Ce message, qui doit être présent dans l'esprit de chaque malien aura sans nul doute un écho favorable auprès de tout le peuple malien.

« Camarades travailleurs, « Pour la deuxième fois, nous allons célébrer la fête du premier mai, la fête du Travail, depuis les événements du 19 novembre 1968.

« Pendant ces 17 mois, vous avez eu la possibilité de vous livrer à toutes vos activités syndicales, en toute quiétude.

« Dès les premières semaines de la prise du pouvoir par l'Armée, le Comité Militaire de Libération Nationale a décidé de suspendre toutes les activités politiques dans le pays, mais il a, en toute indépendance, autorisé la poursuite de la vie syndicale dans le cadre de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, à la seule condition que cette organisation de masse procédât au renouvellement de ses bureaux, en vue de la tenue d'un Congrès national.

Problèmes syndicaux et politiques

« C'est dans ces conditions que, depuis décembre 1969 jusqu'à ces derniers jours, nous avons assisté à la tenue d'une série de congrès des syndicats nationaux.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement conscients de leur responsabilité, parce qu'ils président actuellement aux destinées de ce pays, ont suivi avec

une attention particulière les différentes assemblées.

« Pendant toute la première phase, dans les résolutions, furent évoqués non seulement des problèmes strictement syndicaux, mais encore politiques. Les auteurs de ces premiers documents ont cependant dressé d'excellents cahiers de doléances, faisant ainsi preuve d'un sens aigu de discernement et de probité intellectuelle.

« Par la suite, certains syndicats qui se veulent révolutionnaires et entendent par conséquent donner le ton, ont relégué au second plan la stricte défense des intérêts des travailleurs pour faire essentiellement des salles de congrès des forums. La plupart des griefs articulés contre le Comité Militaire de Libération Nationale, à cette occasion, ne résistent point à l'analyse. Je ne reviendrai pas sur les arguments déjà développés dans le communiqué diffusé à l'issue de la réunion du Comité Militaire de Libération Nationale du 23 avril dernier.

« Certains exigent et d'autres réclament avec force le retour du pays à une vie constitutionnelle normale, comme s'il y avait l'ombre d'un doute sur la sincérité des soldats que nous sommes quand nous déclarons que nous rejoindrons les casernes dès que les conditions requises en seront réunies.

« Pour le moment, l'Armée n'a violé aucun de ses engagements vis-à-vis du peuple. Quand elle a pris conscience de la complexité de l'œuvre de redressement économique et financier, elle a décidé d'élaborer et d'exécuter un programme triennal de redressement économique.

« S'il avait été objectivement possible de redresser la situation au bout d'une année, l'Armée aurait déjà rejoint les casernes. La solution des problèmes posés exige un temps optimum que notre régime de transition n'écartera pas. Mais nous n'avons pas le droit d'abandonner précipitamment le peuple dans le marasme et de le laisser ainsi à la merci des politiciens véreux que seules les manœuvres politiques intéresseront dès qu'ils auront le pouvoir.

parer du pouvoir et de l'exercer dans les conditions que seuls eux-mêmes savent, n'ont nullement été convaincus quand, au nom du Comité Militaire de Libération Nationale, j'ai solennellement déclaré que la gestion économique de notre régime se caractérisera par la création d'un secteur d'Etat, d'un secteur mixte et d'un secteur privé.



Au 1^{er} plan, le Chef de l'Etat saluant les couleurs nationales.

« Certains détracteurs nous ont reproché de conduire le peuple sans avoir au préalable défini clairement notre ligne politique ; ceux-ci, minés par la mauvaise foi et surtout désireux de s'em-

nellement déclaré que la gestion économique de notre régime se caractérisera par la création d'un secteur d'Etat, d'un secteur mixte et d'un secteur privé.

(Suite en page 4)

...ET A SIKASSO

La journée du 1^{er} mai a été célébrée avec un éclat particulier à travers la République. A cette occasion, les travailleurs maliens, par leur participation massive et effective aux différentes manifestations ont donné la preuve de leur détermination farouche à poursuivre la noble croisade entreprise contre le sous-développement et ce pour l'élévation du niveau de vie de chaque malien.

Ainsi Sikasso, à l'instar des autres villes, a fêté dans l'allégresse, la journée internationale des travailleurs.

Dans un discours prononcé à cette occasion, le gouverneur de la Région, le capitaine Sory Ibrahim Sylla a déclaré :

« Monsieur le secrétaire général de l'Union Locale des Syndicats,

« Camarades travailleurs, « Un an déjà, depuis le 1^{er} mai 69 du haut de cette même tribune, je lançais un appel à tous les travailleurs de la région pour une reconversion des mentalités et des méthodes de travail. Je suis heureux en cette journée anniversaire du 1^{er} mai de vous dire que dans la plupart des cas, les objectifs qui vous ont été assignés ont été atteints.

« Au lendemain du 19 no-

vembre 1968, le CMLN, conscient de ce que la classe ouvrière représente dans la vie de la nation, avait donné la priorité à la mise en place des organismes syndicaux.



Définissant les tâches qui incombent aux travailleurs le capitaine Sory a ajouté : « Ce n'est que dans l'ordre, la discipline, le sens élevé du devoir que nous pouvons atteindre nos objectifs, à savoir le redressement économique, l'élévation du niveau de vie des travailleurs et pour ce, il importe que chacun le sache.

(Suite en page 4)



MESSAGE AUX TRAVAILLEURS DU CHEF DE L'ETAT

(Suite de la 1^{re} page)

« Nous pensons en effet que le choix de la ligne politique sera l'affaire du peuple quand les conditions du retour à une vie constitutionnelle normale seront réunies.

Jamais le peuple entre les mains des démagogues

« Le Comité Militaire de Libération Nationale affirme solennellement aujourd'hui, par ma voix, que même si l'Armée devait rejoindre aujourd'hui les camps, elle ne laisserait pas le peuple malien entre les mains des opportunistes et des démagogues qui ne seront inspirés que par leurs intérêts sordides.

« Dans les résolutions déjà prises, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont suivi l'exposé des cahiers de doléances tant dans le domaine économique, professionnel que politique.

« Les notions de respect et de garantie des libertés syndicales sont monnaie courante dans tous les documents issus des récents congrès.

« On a souvent fait allusion au syndicalisme révolutionnaire et à l'indépendance de ce mouvement, comme si le Comité Militaire de Libération Nationale n'était pas cette institution politique qui, par la voix de son président, avait incité les travailleurs au lendemain du 19 novembre 1968 à accélérer le processus de m.s.e. en place des syndicats nationaux et du bureau de l'U.N.T.M., pour que le Mali tienne dignement son rang dans le mouvement ouvrier international.

« Nous avons également noté que les congressistes au cours de ces dernières assises, ont agité avec beaucoup de nervosité certains slogans parmi lesquels on peut retenir :

- Maintien et protection des sociétés et entreprises d'Etat;
- Détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs;
- Relèvement des salaires;
- Suspension des licenciements etc. etc.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont toujours été sensibles aux souffrances matérielles

et morales du peuple; aussi ont-ils toujours tout mis en œuvre pour résoudre les problèmes posés.

« Cependant, nous n'avons jamais caché que nous entendons appliquer la politique de nos moyens. Il n'y a donc pas de divergences entre nous et les auteurs des cahiers de doléances quant à l'existence des difficultés objectives; mais le désaccord s'avère profond dès qu'il s'agit d'envisager dans le temps les voies et moyens de dénouement de la crise.

« L'ose donc affirmer que dans les résolutions, l'attention du Comité Militaire de Libération et du Gouvernement n'a été attirée que sur des problèmes qui étaient déjà inscrits au cœur des préoccupations essentielles des autorités politiques et gouvernementales du Mali.

« J'ajoute cependant que nous ne partageons nullement les contre-vérités qui consistent à dire par exemple que la substitution de l'IGR à la taxe civique n'a été qu'une mystification, ou que la politique actuelle de réorganisation des sociétés d'Etat a pour but de les supprimer à terme.

« Camarades travailleurs, l'ère de la démagogie doit être considérée comme révolue depuis le 19 novembre 1968. Sur le plan politique, il serait présomptueux pour les syndicats de donner des leçons de nationalisme à l'Armée qui a décidé de prendre le pouvoir pour l'exercer exclusivement dans l'intérêt bien compris du peuple.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale est conscient des répercussions de la dévaluation du franc malien; il sait bien que les pères de famille ploient sous le poids des ordonnances médicales; il n'ignore pas que les salaires sont restés bloqués depuis 1959. Mais pour résoudre tous ces problèmes tous les responsables doivent faire preuve de discernement, de courage et de persuasion.

« Pour se convaincre de la volonté sincère du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement de soulager la population, il n'est que de rappeler

les importations exceptionnelles de mil et de riz en 1969, la politique de soutien des prix et, tout récemment encore, le maintien du prix des céréales à leur niveau ancien, malgré les inconvénients que comporte par ailleurs une telle mesure.

« On peut bien concevoir que le travailleur moyen ne comprenne pas tout l'effort déjà fourni par le gouvernement pour lui permettre de vivre, mais il est inadmissible que les dirigeants des syndicats qui sont censés être informés des données économiques et budgétaires du Mali fassent miroiter aux yeux des travailleurs des revenus additionnels hors de proportion, avec les possibilités de prise en charge par le budget de la nation ou par celui des entreprises. Un tel comportement ne peut être inspiré que par l'électoratisme.

« Le gouvernement, tout comme par le passé, se penchera sur les doléances sagement formulées par les travailleurs et leurs réserves la suite qu'il jugera possible.

« Aussi aucune action, même tentée par un syndicalisme révolutionnaire ou démagogique, ne l'amènera à faire des concessions dont il n'a pas les moyens de couverture, ou à entretenir des illusions délirantes dans l'esprit des travailleurs.

« J'en appelle à la clairvoyance des travailleurs et de leurs dirigeants pour qu'ils renoncent désormais à la politisation de la vie syndicale. Devant l'œuvre de redressement qui nous préoccupe en ce moment, l'heure n'est plus à la diversion mais à l'action constructive.

« Désormais, nous ne tolérerons plus que des insanités soient proférées à l'encontre des membres du Comité Militaire de Libération et du Gouvernement.

Adoption du programme triennal

« L'Armée, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement estiment qu'en ce moment tout le peuple, dans une communion de pensée et d'action, devrait s'atteler à la réalisation des objectifs économiques que nous nous sommes assignés depuis 17 mois. C'est pourquoi nous apprécions hautement le soutien que les travailleurs apporteront au programme de redressement économique et financier élaboré par le gouvernement.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement viennent en effet, au cours de la réunion du 28 avril 1970, d'adopter le programme triennal de redressement économique. Le gouvernement a d'ores et déjà entrepris des négociations avec certaines institutions financières internationales.

« A la suite de nombreuses visites effectuées au Mali tantôt par les autorités du FED ou leurs experts, tantôt par les responsables de l'Association internationale pour le Développement du groupe de la Banque Mondiale, tantôt par des représentants d'organismes mandatés par les grandes firmes internationales etc, nous voulons garder l'espoir que nos efforts seront bientôt couronnés de succès. Dans cette phase de négociation qui va s'ouvrir, les travailleurs auront à jouer leur rôle dans la collecte des informations et dans la réalisation des conditions mises à l'obtention de certaines aides de caractère bilatéral ou multilatéral.

« Les syndicats ont également une mission importante à jouer auprès des travailleurs en vue de les inciter à améliorer leurs méthodes de travail.

« Il convient de mettre en garde les travailleurs aux rendements insuffisants, aux qualifications douteuses et non susceptibles de perfectionnement, contre le fait de se laisser griser par les satisfactions acquises.

« De plus en plus, même le service public devra être assuré

par ceux des agents de l'Etat qui pourront l'accomplir aux moindres coûts et dans les meilleurs délais.

« Nous ne voulons pas dire par là que nous allons nécessairement procéder à des licenciements systématiques d'agents carencés d'une paresse incurable, mais nous ne confions désormais les postes de responsabilité qu'à ceux des Maliens qui ont les connaissances, l'expérience et tout le dynamisme requis pour les assumer pleinement au plus grand bénéfice de l'Etat. L'ère des sinécures est révolue.

« Les camarades doivent mieux prendre conscience de la disproportion qui se creuse de jour en jour entre le rythme de formation des hommes et la capacité d'absorption du marché. La lutte pour la vie deviendra

ainsi plus dure. Depuis quelques mois, on assiste au gonflement des effectifs des participants aux concours organisés par l'administration.

« Il n'est pas exagéré de dire que nous ne sommes pas loin de la période où l'accès à la Fonction publique sera en principe conditionné à la réussite à des concours de plus en plus difficiles. C'est dire que le travailleur de demain devra être un militant de l'éducation permanente, animé d'une conscience professionnelle exemplaire.

« En effet, certaines branches de notre administration devraient subir une véritable cure d'assainissement moral.

« On sait qu'un fort pourcentage au moins des jeunes Maliens qui demandent au travail au Ministère des Finances, briguent en général les postes de douaniers ou de contrôleurs des prix.

« Il en résulte hélas que les agents subalternes de ces services économiques font mauvaise figure dans la société que leurs supérieurs hiérarchiques généralement plus intégrés.

« Pour enrayer ce phénomène, une double action devrait être envisagée : l'éducation par le syndicat et les sanctions administratives exemplaires dès qu'une infraction est constatée.

« La persistance d'un tel phénomène n'est pas propice à l'exécution correcte du budget à un moment où l'assainissement des finances publiques s'inscrit au cœur des préoccupations essentielles du gouvernement.

« Camarades travailleurs,

« Le Comité Militaire de Libération Nationale tient à rappeler à ceux qui seraient tentés de le perdre de vue, que notre Armée est une Armée nationale issue du peuple de nos villes et de nos campagnes. C'est sous l'effet d'un mouvement de compassion, parce qu'elle est tou

jours intimement affectée par les vicissitudes que traverse notre pays, qu'elle a porté secours aux populations le 19 novembre 1968, pour mettre fin au régime de la débâcle qui s'était instauré, en vue de créer, au cours de la période de temps strictement nécessaire, les conditions politiques et psychologiques propices à l'amorce sérieuse de la remise en ordre des choses.

« Nous comprenons parfaitement l'impatience des travailleurs devant la lenteur avec laquelle les mesures d'amélioration de leurs conditions matérielles d'existence sont adoptées.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement entendent concéder aux fonctionnaires et aux salariés les avantages, seulement compatibles avec les données budgétaires et économiques actuelles du Mali.

« Ils considèrent comme démagogique et déloyal tout comportement qui consiste à faire croire que toute la gamme des revendications récemment inventées dans les différentes résolutions, paradoxalement d'ailleurs depuis le 19 novembre 1968, seront satisfaites dès qu'à la faveur d'un retour précipité à une vie constitutionnelle normale, le Comité Militaire de Libération Nationale fera place à de nouveaux tenants du pouvoir.

« Le redressement de la situation économique et financière d'un pays comme le nôtre, en 1970, ne saurait provenir du seul manquement d'une baguette magique.

« De même l'amélioration substantielle du niveau de vie des travailleurs, telle qu'elle est sollicitée dans les résolutions, ne pourra être que la résultante d'une expansion économique réelle grâce à l'effort constant des travailleurs et des responsables de l'économie et des finances.

« Mais avant que cette ère de prospérité soit ouverte, un gouvernement conscient ne peut que retenir une partie des doléances, à moins qu'il ne laisse le pays manger son blé en herbe.

« C'est conscient de cette contrainte que j'invite tous les travailleurs à déployer toute leur énergie et toute leur intelligence en vue d'apporter leur contribution combien nécessaire à l'œuvre de redressement économique et financier entreprise par le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement depuis les événements du 19 novembre 1968.

« Vivent les travailleurs Maliens !

« Vive le mouvement ouvrier international !

« Vive la République !

...ET A SIKASSO

(Suite de la 1^{re} page)

« Il me plaît de signaler ici que la région est encore saine dans son esprit ainsi qu'en témoignent les résultats obtenus au cours de l'année, tant en milieu paysan qu'en milieu fonctionnaire.

Le gouverneur de la région de Sikasso a ensuite présenté le bilan des réalisations en ces termes :

« La campagne agricole a été des plus brillantes et la commercialisation qui l'a suivie a été une véritable réussite. Les prévisions ont atteint à ce jour 26 000 tonnes de coton — 8 000 tonnes de mil — 1 000 tonnes de maïs — 3 600 tonnes d'arachides — 98 tonnes de dah — 287 t de karité —

« Sur 958 millions d'impôts 956 millions 500 000 sont rentrés dans les caisses de l'Etat. C'est un record dans les

annales de la République et vous avez le droit d'en être fiers et remerciés.

« Sur toute l'étendue de la Région, une véritable compétition est engagée entre les cercles, les arrondissements et certains villages pour la construction des salles de classe.

« Tous ces résultats sont dus à l'esprit de discipline qui a marqué la vie dans la région.

« En avant, camarades, pour des victoires toujours plus grandes, victoires sur nous mêmes pour combattre nos faiblesses, victoires sur les forces du mal qui tendent à nous dérouter, victoire enfin sur le sous-développement et tout grâce à un effort soutenu.

« Vive la journée internationale de la classe ouvrière.

« Vivent les travailleurs unis dans la liberté et l'action. »

SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni en session ordinaire le 29 avril 1970 à 9 heures dans sa salle de réunion à Koulouba sous la présidence du capitaine Yoro Diakité ministre d'Etat chargé des transports, des télécommunications et du tourisme assurant l'intérim du président du gouvernement.

Il a examiné et adopté deux projets de décret dont l'un portant réglementation du permis de construire en République du Mali et l'autre portant création d'un Comité National d'Action Sociale.

Dans le cadre des communications écrites il a pris connaissance d'un rapport de mission de la délégation malienne à la réunion des pays du conseil de l'Entente sur l'approvisionnement en viande de l'Afrique Centre Ouest tenue à Niamey du 26 février au 6 mars 1970, et d'une note du ministre des affaires étrangères et de la coopération relative à la coopération soviéto-malienne.

Par ailleurs il a donné son accord à la participation du Mali à certaines rencontres internationales. A savoir :

1^{re} La réunion des banques nationales de développement prévue à Abidjan (République de Côte d'Ivoire) du 12 au 15 mai 1970.

2^e La réunion organisée par l'Unesco à Paris du 7 au 10 mai 1970 sur le thème : la formation des cadres au ni-

veau universitaire dans les pays en voie de développement.

3^e La conférence organisée dans le cadre de l'OECS sur l'évacuation prévue à Conakry du 4 au 7 mai 1970;

4^e La conférence organisée par la FAO en Yougoslavie sur les problèmes zootechniques et vétérinaires;

5^e Le 3^e festival international des journées cinématographiques de Carthage et la table ronde sur les problèmes éducatifs prévus en Tunisie du 27 septembre au 10 octobre 1970.

En outre, dans le cadre des accords culturels existant entre les deux pays, une troupe artistique de la RDA séjournera au Mali du 6 au 14 mai 1970 et sur l'invitation des autorités de ce pays deux malienes assisteront au Festival d'Art ouvrier prévu en RDA du 12 au 14 juin 1970.

Il a donné son accord à la venue au Mali d'une délégation de la ville de Karl Marx Stadt (RDA) pour procéder au jumelage retour avec la ville de Tombouctou.

Dans le cadre des communications verbales les ministres des finances et du commerce et de la santé ont respectivement le compte rendu de la récente conférence des ministres des Etats de l'UDEAO et de celle de l'OCCE tenue à Bobo Dioulasso (République de Haute Volta) du 20 au 21 avril 1970.